Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 MAI 1848.

Dérogation temporaire à la loi du 21 juillet 1844 ⁽¹⁾.

Rapport fait, au nom de la section centrale ⁽²⁾, par M. Loos.

MESSIEURS,

A la suite des événements politiques survenus en Europe depuis le mois de février dernier, le commerce maritime a dû prendre des mesures pour mettre ses intérêts à l'abri d'éventualités possibles. C'est ainsi que, généralement, on a donné dans les pays transatlantiques l'ordre, soit de suspendre les expéditions commandées antérieurement, soit de les diriger sur les côtes d'Angleterre, afin de n'aborder le continent qu'après s'être enquis de la sécurité dont on pouvait y jouir.

Aujourd'hui que la connaissance de ces événements est parvenue dans la plupart des ports du globe, des précautions de toute nature seront prises par le commerce étranger, et certainement aucun navire destiné pour l'Europe n'y abordera sans rechercher tous les moyens de s'assurer de la situation politique et financière des pays vers lesquels ils peuvent avoir intérêt de diriger leurs cargaisons.

Il va nécessairement résulter de cet état de choses, que les navires en destination du nord de l'Europe auront tous reçu l'ordre de n'aborder le continent

(1) Projet de loi, n° 228.

(2) La section centrale, présidée par M. LIEDTS, était composée de MM. MALOU, T'KINT DE NAEYER, OST, LOOS, DU ROY DE BLICQUY et D'HUART.

qu'après avoir pris sur les côtes d'Angleterre des instructions quant à leur destination définitive.

La Belgique se trouvera donc, comme la plupart des pays du continent, privée, pendant un certain temps, d'arrivages directs (dans le sens de la loi); et si quelque mesure de douane met obstacle à l'arrivée des navires venant des pays transatlantiques et qui auront touché à la côte d'Angleterre, elle se trouvera dans le cas de ne recevoir ses approvisionnements en denrées coloniales que des entrepôts de Londres ou des ports de la Hollande.

C'est évidemment ce qui aurait lieu si, dans les circonstances actuelles, les formalités prescrites par les §§ 2 et 3 de l'art. 5 de la loi du 21 juillet 1844 devaient être maintenues. Il faut donc opter, entre la presque certitude de ne recevoir des approvisionnements que des entrepôts d'Europe, ou bien d'ouvrir nos ports aux navires expédiés pour ordre à la côte d'Angleterre. Les navires de cette catégorie retourneront en général de nos ports vers les contrées d'où ils sont arrivés et auront intérêt à se charger de l'exportation de nos produits; tandis que ceux expédiés de Londres, ne donneront lieu à aucune opération de retour.

Et cependant, la situation politique du continent est telle, que les ports de la Belgique, en raison de la sécurité dont jouit le pays, devraient être de ceux vers lesquels les navires venant des contrées lointaines auront le plus d'avantage de diriger leurs cargaisons. Le Gouvernement a donc compris qu'il était de l'intérêt du pays de profiter de ces circonstances et de suspendre, à cet effet, des mesures qui n'ont été dictées qu'en vue d'un ordre de choses normal et comme bases d'un système commercial adopté par la Législature, mais qui ne sauraient évidemment recevoir d'application utile en ce moment.

Il est essentiel, du reste, de ne pas perdre de vue, que tout en admettant au bénéfice des importations directes les navires étrangers qui auront touché dans un port intermédiaire, une certaine protection n'en continuera pas moins d'exister dans nos tarifs de douanes, en faveur des importations sous pavillon national.

Ces diverses considérations ont motivé la présentation du projet de loi qui nous est soumis.

Examen dans les sections.

La 1^{re} section rejette le projet par deux voix contre une.

La seconde l'adopte.

La 3^e rejette par partage des voix.

La 4^e adopte le projet par trois voix; trois membres s'abstiennent.

La 5^e, composée de trois membres, s'abstient.

La 6^e rejette le projet par partage des voix; deux membres s'abstiennent.

Discussion en section centrale.

Séance du 15 avril.

La section centrale, après s'être livrée dans cette première séance à une discussion générale, a demandé au Gouvernement les renseignements suivants qu'elle a jugés nécessaires pour s'éclairer sur l'économie du projet de loi :

1° Le rapport de la commission mixte dont il est fait mention aux §§ 1 et 2 de l'annexe 2 joint au projet de loi ;

2° Elle désire connaître quelle connexité il peut y avoir entre le projet de loi en discussion et les traités internationaux ;

3° Un état indiquant l'importance des produits belges exportés par navires étrangers, depuis la loi des droits différentiels ;

4° Un état indiquant le mouvement du port d'Anvers, entrées et sorties, depuis les derniers événements politiques survenus en France.

Séance du 8 mai.

La section prend connaissance des renseignements fournis à sa demande par le Gouvernement.

Le rapport réclamé sous le n° 1 concerne les modifications que, dans les circonstances ordinaires, on croit de l'intérêt du pays d'apporter à l'art. 5 de la loi du 21 juillet 1844, et à l'arrêté royal du 11 novembre 1846, qui règlent les conditions de la relâche des navires dans les ports intermédiaires.

Les propositions de la commission mixte, instituée par le Gouvernement, ont en général pour but de faciliter, pour les navires étrangers, les conditions qui leur sont imposées par l'arrêté susdit. C'est ainsi qu'à l'art. 1^{er}, elle propose de dire que la relâche pourra être de huit jours au lieu de trois jours, afin de donner le temps au commerce de transmettre des ordres du continent à la côte d'Angleterre. — Pour justifier les modifications qu'elle propose, la commission termine son rapport par les considérations suivantes :

« Le législateur n'a pas voulu ruiner le commerce de commissions par sa loi » des droits différentiels ; la discussion en fait foi. Il faut donc bien le rendre » possible, et ce résultat ne saurait être obtenu si on ne rend facultative la » relâche à Cowes. Il est impossible de calculer le nombre de cargaisons enlevées » au port d'Anvers par suite des mesures désastreuses prises par le Gouverne- » ment sur la relâche.

» Il n'y a pas de maison d'importation qui ne puisse indiquer nominative- » ment un nombre de navires qui lui était primitivement destiné et que le » système suivi a repoussé à Rotterdam, à Amsterdam ou à Hambourg.

» Notre intérêt national exige que nous favorisions les importations directes
 » pour empêcher notre marché de devenir tributaire du commerce britannique;
 » et nous faisons justement l'inverse. Les sucres arrivés des pays de production,
 » mais qui ont relâché dans la Manche, sans les justifications requises, payent
 » en Belgique, à l'entrée fr. 2-50 par 100 kilogrammes, et ceux importés de
 » l'Angleterre par navires belges fr. 1-48. Notre tarif alloue donc une prime de
 » fr. 1-02 par 100 kilogrammes ou fr. 10-20 par tonneau au commerce de
 » consignation de la Grande-Bretagne et au préjudice de celui des ports
 » belges.

» L'Angleterre profite largement de cette prime, car déjà les bateaux à
 » vapeur belges qui naviguent sur Londres sont engagés pour longtemps pour
 » prendre des sucres à l'exclusion d'autres marchandises.

» Le même sacrifice des intérêts belges à ceux de l'Angleterre est consacré
 » aujourd'hui par rapport aux cafés. Les cafés qui nous arrivent de Rio-Janeiro
 » ou de Saint-Domingue, par navires étrangers ayant relâché, ont à payer
 » fr. 15-50 par 100 kilogrammes. Les mêmes cafés venant de Londres,
 » par navires belges, jouissent d'une réduction de 10 p. % sur ce droit de
 » fr. 15-50, c'est-à-dire d'une faveur de fr. 1-55 par 100 kilogrammes ou
 » fr. 15-50 par tonneau, prime qui correspond à la protection qu'on a voulu
 » accorder pour la généralité des articles à l'importation directe par navire
 » belge. »

Les propositions de cette commission ont en vue un ordre de choses permanent, tandis que le projet qui nous est soumis n'a qu'une portée temporaire et doit cesser ses effets avec les circonstances qui l'ont dicté. La section centrale a donc jugé qu'il serait superflu de faire imprimer à la suite du présent rapport le travail de cette commission; elle a pensé qu'il suffirait de le déposer sur le bureau de la Chambre pendant la discussion.

Quant aux autres renseignements réclamés par la section centrale, elle croit utile de les porter à la connaissance de la Chambre, et décide qu'ils seront annexés au présent rapport (Voir les annexes 1, 2, 3, 4).

Depuis le 15 avril, date de la 1^{re} séance de la section centrale, des événements nouveaux ont surgi en Europe. La guerre a éclaté entre le Danemarck et les États de la Confédération germanique; le blocus de divers ports, y compris ceux de l'Elbe et du Weser, a été déclaré, de sorte que les nombreux navires en destination de Hambourg et de Brême seront probablement dans le cas de devoir entrer dans nos ports ou dans ceux de la Hollande. Dans ces circonstances il serait souverainement impolitique de maintenir des mesures de douanes dont l'exécution doit avoir pour conséquence à peu près certaine d'éloigner de nos ports au profit de ceux de la Hollande, les cargaisons de marchandises destinées pour l'un des ports fermés par le blocus danois.

Par ces considérations et celles développées dans la discussion générale, la section centrale, après avoir unanimement reconnu que le projet en discussion

ANNEXES.

ANNEXE N° 1.

La section centrale chargée d'examiner le projet de loi qui doit suspendre l'application des §§ 2 et 3 de l'art. 5 de la loi des droits différentiels, a exprimé le désir de savoir :

« Quelle connexité il peut y avoir entre le projet de loi et les traités internationaux. »

Cela revient à demander :

Si la modification qu'il s'agit d'introduire temporairement dans notre système de commerce, est en opposition avec les stipulations des traités ;

Ou si, du moins, elle nuira ou profitera à la navigation des pays envers lesquels nous sommes liés par des contrats internationaux.

Les traités de commerce et de navigation conclus jusqu'ici par la Belgique n'assimilent les pavillons étrangers au pavillon belge que pour *l'intercourse* ; quant aux arrivages indirects proprement dits, les traités se bornent à accorder le traitement de la nation la plus favorisée. Toute relâche qui n'aurait point cause des événements de force majeure, fait perdre au navire étranger le bénéfice de l'importation directe. Voilà le régime établi par les dispositions des traités, mises en rapport avec la législation existante.

Depuis l'arrêté du 11 novembre 1846, il a été permis aux navires étrangers de relâcher pour prendre des ordres et d'avoir des connaissements à ordre, moyennant certaines conditions.

Le projet de loi qui est soumis à la Législature, a pour objet de rendre temporairement plus larges et plus faciles encore les conditions de la relâche dans les ports intermédiaires. Eu égard aux circonstances, les navires étrangers vont momentanément se trouver placés, pour tout ce qui concerne la relâche, sur le même pied que les navires belges.

Les navires des pays avec lesquels nous avons conclu des traités, trouveront deux bénéfices dans le régime provisoire que l'on propose d'établir :

S'ils viennent de leur pays et qu'ils relâchent, en observant les prescriptions du § 1 de l'art. 5 de la loi du 21 juillet 1844, ils garderont leur droit à jouir en Belgique du traitement national. Sous le régime actuel, ils auraient dû satisfaire aux règles posées par les §§ 2 et 3 du même article et par l'arrêté du 11 novembre 1846.

S'ils viennent d'ailleurs que de leur pays et qu'ils relâchent, ce qu'ils risquent

ne saurait être envisagé que comme une mesure temporaire ne préjugant en rien les principes qui servent de base à la loi des droits différentiels, propose, à l'unanimité, d'adopter l'article unique dont se compose le projet de loi. Un membre s'est abstenu.

Le Rapporteur,
J.-FRANÇOIS LOOS.

Le Président,
LIEDTS.

de perdre, ce n'est plus le traitement national, auquel ils n'ont jamais eu droit, mais le traitement réservé aux arrivages directs sous pavillon étranger autre que celui du pays de provenance. Eh bien, pour conserver leur droit à ce dernier traitement, il leur suffira encore de suivre les règles du § 1 de l'art. 5 de la loi du 21 juillet 1844, sans s'inquiéter des formalités exigées par les §§ 2 et 5 du même article et par l'arrêté royal du 11 novembre 1846.

Il est évident qu'une telle innovation n'a rien de contraire aux stipulations des traités et que loin de nuire au commerce et à la navigation des pays avec lesquels nous avons contracté des arrangements internationaux, elle leur sera profitable.

ANNEXE N° 2.

*Relevé des principales marchandises belges exportées par mer, pendant les années
1845, 1846 et 1847, fait le 28 février 1848.*

*N. B. Ce relevé est destiné à faire apprécier le commerce de 1847 dont le mouvement total ne pourra être connu que d'ici
à deux ou trois mois.*

MARCHANDISES.	VALEURS (ANCIENNES).						
	NAVIRES BELGES.			NAVIRES ÉTRANGERS.			
	1845.	1846.	1847.	1845.	1846.	1847.	
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	
Écorces à tan.....	928,262	808,058	608,596	420,076	290,654	202,906	
Fer, clous.....	551,731	482,145	575,545	1,045,604	1,194,216	1,270,684	
Fruits non spécialement tarifés.....	60,790	100,770	121,565	78,216	280,640	225,811	
Graine de trèfle.....	1,800	8,159	2,825	94,000	188,554	111,115	
Huiles de graines.....	55,777	544,954	551,905	88,617	1,161,262	1,865,077	
Lin brut et peigné.....	2,916,040	1,632,515	1,075,518	5,612,229	2,688,284	2,014,328	
Livres.....	89,567	180,202	95,017	590,005	285,166	324,522	
Machines et mécaniques.....	542,568	742,221	442,626	2,101,987	2,050,992	2,245,717	
Munitions de guerre, armes portatives... ..	578,990	447,034	871,745	914,064	1,259,107	1,127,709	
Ouvrages de terre, briques et tuiles.....	28,535	46,410	57,841	140,997	261,510	259,490	
Papier de toute espèce.....	55,729	94,850	168,108	288,189	505,025	358,552	
Sucres raffinés.....	669,849	620,051	600,654	4,215,544	4,864,555	10,505,329	
Tableaux.....	154,200	54,880	224,255	266,485	272,620	161,160	
Tissus... ..	De coton.....	487,881	591,458	562,508	276,975	180,552	627,612
	Draps.....	976,184	911,504	1,889,096	2,142,558	2,126,410	2,010,712
	Toiles de lin.....	187,026	107,131	150,797	419,596	609,919	472,058
	Tulles et dentelles.....	20,950	75,727	64,989	869,625	690,255	581,775
Verreries... ..	Glaces étamées et non étamées.	22,155	55,428	25,596	82,525	224,555	274,665
	Cristallerie.....	199,728	686,062	425,547	1,105,547	1,185,142	1,461,932
	Verre à vitres.....	1,411,464	1,775,196	5,088,191	4,978,177	6,427,155	7,229,494
Zinc brut et laminé.....	286,547	178,795	616,875	1,500,458	1,840,652	5,471,507	
TOTAL.....	10,005,471	9,943,286	12,014,985	25,024,848	28,584,521	56,759,575	
Autres articles.....	1,575,962	1,256,289		5,946,562	4,989,515		
TOTAL GÉNÉRAL.....	11,579,433	11,179,575	Inconnu.	28,971,210	55,575,854	Inconnu.	

ANNEXE N° 5.

Valeurs des marchandises belges exportées, par mer, pendant les années 1845 et 1846, connues à la date du 28 avril 1848.

N. B. Ce n'est que dans deux ou trois mois que l'on pourra connaître le montant des exportations de 1847.

DESTINATIONS.	VALEURS TOTALES.			VALEURS PAR MODE DE TRANSPORT.				
	1845.	1846.		NAVIRES BELGES.		NAVIRES ÉTRANGERS.		
		—	—	—	—	—	—	
	ANCIENNES valeurs.	ANCIENNES valeurs.	NOUVELLES valeurs.	ANCIENNES valeurs.	NOUVELLES valeurs.	ANCIENNES valeurs.	NOUVELLES valeurs.	
Russie	803,407	791,883	622,812	115,488	87	777,927	622,725	
Suède et Norwége. . .	1,160,734	1,433,900	1,028,375	4,326	5,235	1,156,428	1,023,140	
Danemark	450,471	736,112	398,414	»	»	450,471	388,414	
Zollverein	703,657	713,785	396,319	146,000	1,237	557,597	395,062	
Mecklenbourg-Schwé- rin.	362,632	293,163	200,368	»	»	362,652	200,368	
Villes Anstatiqnes . .	6,077,718	7,191,594	4,400,380	»	171,317	6,077,718	4,229,063	
Europe. Hanovre et Oldenbourg	402,432	610,375	393,338	»	»	402,432	393,338	
Pays-Bas	23,703	28,630	27,284	4,242	»	19,461	27,284	
Angleterre	15,719,273	15,988,416	13,358,997	6,444,434	4,292,461	9,274,839	9,066,513	
France	1,990,207	2,150,385	1,507,470	331,819	130,643	1,625,388	1,376,827	
Portugal et Espagne. .	340,403	765,665	423,358	116,157	195,952	224,336	227,436	
Italie et Illyrie. . . .	2,108,623	4,214,313	2,506,133	459,284	421,036	1,649,339	2,085,097	
Grèce et Turquie. . . .	2,171,523	1,582,670	1,012,057	342,917	131,897	1,828,606	880,160	
Afrique	1,196,264	230,230	161,542	311,576	49,122	884,688	112,120	
Asie	803,760	309,687	201,958	636,035	162,163	167,725	39,795	
Amérique.	États-Unis.	2,670,975	2,564,313	1,971,607	555,141	152,089	2,115,834	1,819,518
	Cuba et Porto-Rico . .	700,142	1,061,096	603,889	156,343	95,435	543,799	598,454
	Brsil.	1,762,864	2,466,931	1,824,269	1,359,075	1,433,529	403,789	399,731
	Chili et Pérou	602,415	814,451	572,697	363,097	572,697	239,318	»
	Autres États	400,280	555,810	401,482	200,417	334,319	208,893	67,163
TOTAL.	Nouvelles valeurs		32,092,770		8,149,542		23,943,228	
	Anciennes valeurs	40,550,643	44,553,409		11,579,433	11,179,575	28,971,210	33,373,834

Les anciennes valeurs sont celles qui résultent des évaluations déterminées en 1835; les nouvelles valeurs sont celles qui ont été obtenues au moyen des taux établis en 1847. — Le chiffre des anciennes valeurs n'est pas connu par pays de destination pour les navires belges et les navires étrangers, mais seulement pour le total des exportations.

ANNEXE N° 4.

Mouvement du port d'Anvers, déclaré le 28 avril 1848.

PÉRIODES.	NAVIRES ENTRÉS.						NAVIRES SORTIS.						
	NOMBRE.			TONNAGE.			NOMBRE.			TONNAGE.			
	BELGES.	ÉTRANGERS.	TOTAL.	BELGES.	ÉTRANGERS.	TOTAL.	BELGES.	ÉTRANGERS.	TOTAL.	BELGES.	ÉTRANGERS.	TOTAL.	
Du 1 ^{er} mars au 25 avril	1846	34	354	388	5,553	45,487	51,040	39	303	342	6,344	39,412	45,756
	1847	38	241	279	6,152	38,389	44,541	48	271	319	9,099	41,387	50,486
	1848	28	103	131	5,251	17,640	22,891	31	158	189	6,118	30,405	36,523

Observations. — A l'entrée, les navires arrivés avec des denrées alimentaires sont .

En 1846 de 288 navires, jaugeant 34,468 tonneaux.

1847 138 id. 25,568 id.

1848 52 id. 5,656 id.